

Eurocommunisme, austro-marxisme et bolchévisme

L'abandon par les partis communistes français et espagnol (mais aussi par le Parti communiste portugais, dès son congrès d'octobre 1974) du concept de dictature du prolétariat ouvre un débat fondamental dans le mouvement ouvrier international. L'affaire n'est pas secondaire, puisque c'est précisément sur la question, théorique et pratique, de la dictature du prolétariat que s'est, au début des années vingt, divisé et réorganisé le mouvement ouvrier selon des lignes de fractures qui se prolongent jusqu'à nous. Plusieurs contributions récentes (1) ont bien mis en évidence le double enjeu, théorique et stratégique, de la discussion.

I. Quand on parle de dictature du prolétariat théorie et stratégie sont indissociables

Selon Carrillo, les grandes scissions consécutives à la Révolution russe, celles de Tours et de Livourne, celles de Halle et du socialisme espagnol lui-même reposeraient sur une équivoque. En somme, lors de sa fondation, la III^e Internationale aurait pris l'accident pour l'essence. Au risque, admet-il, de passer pour hérétique, le secrétaire général du Parti

-
- (1) — S. Carrillo : *l'Eurocommunisme et l'Etat*.
— F. Claudin : *l'Eurocommunisme*.
— Althusser : *le XXII^e Congrès* (Maspero).
— Weber : *Aux sources de l'eurocommunisme* (Bourgois).
— Les numéros de la revue *Dialectiques* sur l'Etat et l'Italie.

communiste espagnol soutient que Lénine avait tort de proclamer que, dans la diversité du passage au socialisme, « l'essence sera nécessairement une : la dictature du prolétariat ». « Il n'avait, commente Carrillo, raison qu'à moitié, parce que l'essence de toutes les diverses formes politiques de transition au socialisme, telle que nous pouvons en juger aujourd'hui, est l'hégémonie des travailleurs, alors que la diversité et l'abondance des formes politiques inclut également la possibilité que la dictature du prolétariat ne soit pas nécessaire. » (2) Le concept d'hégémonie est beaucoup trop controversé et trop peu précis pour ne pas constituer en la matière une esquivé théorique. Comme le constate Althusser dans sa brochure sur le XX^e Congrès du Parti communiste français, la dictature du prolétariat n'est pas un « concept isolé que l'on pourrait abandonner à son destin solitaire » ; car, « qu'on abandonne ou pas la dictature du prolétariat, l'essentiel de la question se reporte aujourd'hui, c'est-à-dire se porte sur le socialisme et l'Etat. » (3)

Qu'il suffise pour s'en convaincre de rappeler les répliques de Lénine au « renégat Kautsky », dans le célèbre pamphlet daté du 9 novembre 1918, à la veille de la révolution allemande. La question de la dictature du prolétariat n'est autre, dit-il, que la question de « l'attitude de l'Etat prolétarien à l'égard de l'Etat bourgeois, de la démocratie prolétarienne envers la démocratie bourgeoise ». Kautsky ne saurait ignorer que la dictature du prolétariat est « une énonciation historiquement plus concrète et scientifiquement plus exacte de cette tâche du prolétariat : briser l'Etat bourgeois ». Lénine balaie toute tentative d'amalgame entre dictature et despotisme. Pour lui, la notion de dictature n'est pas liée au caractère minoritaire ou majoritaire du pouvoir exercé, mais seulement au recours à la violence sociale et à l'arbitraire : « La dictature révolutionnaire du prolétariat est un pouvoir conquis et maintenu par la violence, que le prolétariat exerce sur la bourgeoisie, pouvoir qui n'est lié par aucune loi. » Il définit bien ici la nature de l'Etat et non la forme de gouvernement. Mais surtout, il lie cette nature de l'Etat aux modalités (violentes) de la conquête du pouvoir.

Par là, le débat théorique (sur l'Etat) s'annonce également — et inévitablement — comme débat stratégique sur le contenu de la révolution prolétarienne. C'est ce lien dialectique que Balibar s'efforce de nier dans une confrontation avec C. Buci-Glucksmann, lorsqu'il avance que « les positions de Lénine n'ont jamais été fondamentalement pensées en termes de stratégie révolutionnaire particulière, qu'il s'agisse ou non d'une attaque frontale ». L'adjectif particulière sert ici d'échappatoire. En vain. C'est, en effet, C. Buci-Glucksmann qui a raison contre Balibar en affirmant que l'abandon de la dictature du prolétariat par le Parti commu-

(2) *L'Eurocommunisme et l'Etat*, édition espagnole, page 196.

(3) *Le XXII^e Congrès*,

niste français a rétabli une cohérence logique entre les fins et les moyens, et en précisant : « *Comme concept théorique, la dictature du prolétariat a des implications stratégiques.* »

En la matière, Carrillo se montre d'ailleurs parfaitement conséquent, puisque, réduisant la dictature du prolétariat à une simple variante de l'hégémonie, il en conclut à un reniement stratégique : « *Par conséquent, je considère logique que les PC et les PS d'Occident capitaliste développés établissent non seulement leur tactique mais toute leur stratégie sur la base du jeu démocratique.* »

A l'occasion du débat qui s'est instauré à partir de 1975 entre les organes théoriques du PC et du PS italiens (4), Lombardi a justement souligné que le renoncement au concept de dictature du prolétariat avait pour conséquence un vide politique qui ne saurait être rempli par « *une revalorisation des garanties démocratiques institutionnelles ou du seul processus autogestionnaire* ». Sans dépasser le seuil de la question stratégique, Althusser ne peut éviter de l'évoquer : « *Détruire l'Etat bourgeois pour le remplacer par l'Etat de la classe ouvrière, ce n'est pas ajouter l'adjectif démocratique à chaque appareil existant.* »

Alors, que faire, comme disait l'autre ? L'autre, précisément, ne mâchait pas ses mots. Il rappelait, au contraire, sans ambiguïté possible, la portée stratégique de la théorie. Il reprochait notamment à Kautsky de dissenter abstraitement sur la dictature du prolétariat « *en cachant le trait dominant du concept, savoir : la violence révolutionnaire. Et maintenant, la vérité s'est fait jour : il s'agit de l'opposition entre révolution pacifique et révolution violente... C'est là que git le lièvre.* » (5)

Il ne suffit pas, cependant, d'établir ou d'admettre que le concept de dictature du prolétariat soit un concept stratégique (6). Car c'est à partir de là qu'il faudrait reprendre l'analyse de l'apport stratégique de la Révolution russe, obscurcie par près d'un demi-siècle de reculs et de falsifications. Mais il faut d'abord situer à sa juste place la fonction jouée par le concept de dictature du prolétariat dans l'avènement du bolchevisme en tant que courant stratégique du mouvement ouvrier. Commentant, en 1919, la fondation de la III^e Internationale, Lénine écrivait : « *La portée universelle de la III^e Internationale, l'Internationale communiste, c'est*

(4) Les principaux articles de ce débat (signés de Bobbio, Cerroni, Guiducci, Boffa, Gerratana, Occhetto, Vacca, Ingrao, Signorile, Ruffolo) ont été édités en espagnol dans un recueil intitulé *El marxismo y el estado* (éditions Avance). Les citations sont traduites de cette édition.

(5) *La Révolution prolétarienne et le Renégat Kautsky.*

(6) Trotsky, par exemple, considère que le concept même de stratégie ne prend le sens que nous lui connaissons qu'au lendemain de la Première Guerre mondiale sous le double effet de la vogue du vocabulaire militaire et de l'expérience de la révolution russe (cf. *L'Internationale communiste après Lénine*, tome 1, p. 171).

d'avoir commencé à mettre en pratique le plus grand mot d'ordre de Marx, le mot qui dresse le bilan de l'évolution du socialisme et du mouvement ouvrier depuis un siècle, le mot d'ordre de dictature du prolétariat. » (7) La lettre d'invitation au I^{er} Congrès, rédigée par Trotsky, établit sur ce même critère la ligne de partage entre réforme (révisionnisme) et révolution (bolchévisme) : « Le nouvel appareil du pouvoir doit représenter la dictature de la classe ouvrière et dans certains endroits aussi celle des petits paysans et des ouvriers agricoles, c'est-à-dire qu'il doit être l'instrument du renversement systématique de la classe exploiteuse et celui de son expropriation. Non la fausse démocratie bourgeoise, avec son égalité purement formelle, mais la démocratie prolétarienne, avec la possibilité de réaliser la liberté des masses laborieuses ; non le parlementarisme, mais l'auto-administration de ces masses par leurs organismes élus ; non la bureaucratie capitaliste, mais des organes d'administration créés par les masses elles-mêmes, avec la participation réelle des masses à l'administration du pays et à l'activité de la construction socialiste, voilà quel doit être le type d'Etat prolétarien. Le pouvoir des conseils ouvriers ou des organisations ouvrières est sa forme concrète. » (8)

Il ne s'agit pas, avec ces citations, de présenter un argument d'autorité renvoyant à la lettre des classiques, mais bien de mesurer l'importance accordée à la dictature du prolétariat dans la fondation de l'Internationale communiste, afin de mieux comprendre corrélativement à quel point son abandon devrait bouleverser les bases théoriques qui sont celles du mouvement communiste depuis plus d'un demi-siècle. D'autant que le rôle de ce concept, s'il est illustré et traduit en pratique par la Révolution d'Octobre, n'a rien d'une découverte de circonstance, abusivement valorisée. Contrairement à ce qu'a pu prétendre Kautsky sur le tard de sa carrière, il ne s'agit pas d'une extrapolation à partir d'une formule accidentelle de Marx, mais bien d'un fil rouge qui parcourt la théorie marxiste, de la *Nouvelle Gazette rhénane* de 1848 aux textes de Lénine de 1905 (notamment les *Deux Tactiques de la social-démocratie*, pour passer en 1917 au « critérium de la pratique ».

Par la suite, la réaction stalinienne a transformé la dictature du prolétariat en dogme indiscutable et autojustificatif de la dictature bureaucratique. La raison d'Etat a étouffé l'auto-activité des masses. Le concept même de dictature du prolétariat s'est, au fil du reflux et des défaites, vidé de son contenu vivant. Au point qu'à présent, en période de remontée des luttes prolétariennes et de renouveau de leurs exigences démocratiques, le concept lui-même puisse inspirer une défiance compréhensible. Il n'y aurait pire solution que de régler l'affaire comme une querelle de mots, sans

(7) Lénine : *Oeuvres*, tome XXIX, p. 309-310.

(8) *Le Premier Congrès de l'IC*, EDI, p. 40.

en tirer au clair les véritables enjeux. En fait, c'est le vieux débat tronqué entre bolchevisme et révisionnisme (sous ses variantes social-démocrates, austro-marxistes ou eurocommunistes) qui resurgit avec vigueur.

La portée de ce débat ne permet pas que l'on fasse l'économie d'un retour à ses sources historiques, aussi bien aux polémiques qui traversèrent la social-démocratie allemande d'avant 1914, qu'à la grande polémique entre Lénine, Trotsky, Rosa Luxemburg et Kautsky sur les rapports démocratie/dictature du prolétariat à propos de la dissolution de la Constituante en Russie.

Mais peut-être est-il plus éclairant de renouer le fil de ces questions en partant de leur formulation contemporaine, notamment de la controverse telle qu'elle s'est déroulée en Italie ces dernières années.

II. Le grand débat en Italie : l'Etat comme point aveugle du marxisme ?

C'est un article de Norberto Bobbio, publié dans *Mondo operaio* sous le titre : « *Existe-t-il une doctrine marxiste de l'Etat ?* », qui mit le feu aux poudres. Bobbio, philosophe social-démocrate, y souligne « *la faiblesse et le développement fragmentaire de la théorie politique dans le marxisme* », auquel ferait défaut « *une véritable et propre théorie politique* ». Il constate encore ce qu'il appelle « *l'exigüité* » des quelques pages de Marx et Engels, toujours et tant citées, en comparaison avec « *la riche tradition de la pensée libérale* » (Tocqueville, Constant, Kant...). C'est d'une comparaison analogue qu'est parti P. Rosanvallon, dans *L'Age de l'autogestion*, pour réhabiliter le « *libéralisme politique* » derrière lequel ne tarde pas à se profiler le libéralisme économique tout court, autrement dit l'âge d'or de l'économie de marché et de libre concurrence (9). Mais cette coïncidence n'est probablement pas fortuite.

Dans *Rinascita* (hebdomadaire du PCI), G. Vacca devait répondre à juste titre aux thèses un peu légères de Bobbio : « *La bourgeoisie produit sa propre hégémonie dans une formation sociale divisée et antagonique (...); elle confiait à certains modèles étatiques la tâche d'unifier les divers secteurs des classes possédantes, rendant crédible à leurs yeux la possibilité de s'unir pour se construire comme classe dominante ; c'est pourquoi elle élaborait simultanément la science politique et la pratique révolutionnaire ; plus, elle se préparait à se transformer en Etat en assimilant surtout les intellectuels traditionnels de son époque pour leur donner une nouvelle fonc-*

(9) *L'Age de l'autogestion*, Seuil-politique.

tion. » A travers la formation du marché émergeait donc l'intellectuel moderne, partiellement autonome dans ses fonctions, à l'image de l'idéologie qui cimente la recomposition antagonique du politique et de l'économique. Cette autonomie de l'intellectuel, qui sanctionne une cristallisation nouvelle de la division entre travail intellectuel et travail manuel en même temps qu'une séparation voulue de la science et de la politique, marque une forme très déterminée de la pensée politique. Mais la même spécificité qui a caractérisé l'avènement du politique dans la pensée bourgeoise classique doit être réévaluée en fonction des conditions propres dans lesquelles se pose le rapport de la classe ouvrière à l'Etat : les conditions de sa constitution en classe dominante et de l'émergence de son propre pouvoir étatique impliquent, par leur radicale nouveauté, une nouvelle forme de pensée politique et une nouvelle définition du politique.

Que la forme de pensée politique marxiste doive être distincte de la pensée politique démocratique-libérale résulte inéluctablement du procès spécifique de formation de l'hégémonie prolétarienne, d'assimilation des intellectuels et de réorganisation fonctionnelle de la production. Vouloir, au lieu de s'engager dans cette piste, ramener la classe ouvrière à la pensée politique libérale ne peut servir de prétexte qu'à une réhabilitation de l'Etat bourgeois au profit d'une politique de collaboration de classes.

Contrairement à ce que prétendent les critiques modernes du marxisme conçu comme théorie économiste, muette sur la question de l'Etat, la force de Lénine tient précisément au fait qu'il ait su instaurer, à travers la théorie du parti, la spécificité du politique conçu du point de vue de la classe ouvrière. Sa théorie de l'organisation (du parti) est au centre d'un réseau conceptuel qui structure cette nouvelle appréhension du champ politique : conscience de classe, rapport de forces, alliances, moment (crise révolutionnaire). C'est avec lui que le temps, la durée fait irruption dans la politique pour lui donner une formulation stratégique. La lutte prolétarienne n'est plus un pèlerinage à l'horizon de l'histoire, ou une dialectique abstraite des buts et des moyens, mais un combat rythmé dans lequel s'inscrit pour la première fois une tactique (l'initiative, la décision) qui ne soit pas une fragmentation empirique du combat, mais l'actualisation permanente d'un plan, la traduction d'un projet et d'une volonté. C'est donc avec Lénine que le marxisme fait réellement un pas en avant en tant que théorie politique. Après seulement viendront les textes de Gramsci et surtout les grands classiques de Trotsky comme *l'Internationale communiste après Lénine* et les *Ecrits sur l'Allemagne* (10).

Pourquoi la théorie du parti et de la formation de la conscience de classe sont-elles centrales dans la révolution prolétarienne, alors que c'est la théorie de l'Etat qui joue le rôle clef dans la pensée politique bour-

(10) Auxquels il faudrait ajouter certains développements stratégiques des théoriciens de la guerre prolongée (Mao, Giap).

geoise ? Ce déplacement théorique résulte des conditions différentes entre les deux révolutions, bourgeoise et prolétarienne, et entre les modalités de constitution et d'unification de la classe dans l'un et l'autre cas.

Pour Lénine, l'organisation est la voie d'accès du prolétariat à la politique (ou au politique). « *Il est inexact, dit-il, de prétendre que la réalisation de la liberté politique soit aussi nécessaire au prolétariat que l'augmentation des salaires... Sa nécessité est d'un autre ordre, elle n'est pas la même, elle est d'un ordre beaucoup plus complexe.* » Il corrige impitoyablement « l'économisme » de la *Rabotchaïa Mysl* pour qui « *le politique suit toujours l'économique* » ; il fustige de même le *Rabotchéïé Dielo*, « *qui déduit les objectifs politiques des luttes économiques* ». En fait, le terrain politique n'est pas constitué d'avance, il est mouvant comme le front des rapports de forces qui le charpentent. C'est pourquoi « *l'expression la plus vigoureuse, la plus complète et la mieux définie de la lutte des classes politique, c'est la lutte des partis* ». Il y a là un niveau de structuration spécifique entre forces sociales qui ne saurait être la simple émanation des rapports économiques : « *La division en classes est certes l'assise la plus profonde du groupement politique ; certes c'est toujours elle qui, en fin de compte, détermine ce groupement... Mais cette fin de compte, c'est la lutte politique seule qui l'établit.* »

De là vient la rupture profonde entre Lénine et un Kautsky, pour qui le rôle du parti n'était pas de « *faire la révolution* », mais seulement d'organiser la classe. A ce « *radicalisme passif* », Lénine oppose le volontarisme stratégique qui veut un plan conscient, qui sait saisir le moment propice, qui instaure les crises et les ruptures de la ligne brisée contre la durée étale du simple processus. C'est en vertu d'une telle vision qu'il réclame de « *cultiver tous les terrains, même les plus anciens, les plus stériles, les plus pourris en apparence* », convaincu que « *si on bouche une issue, la contagion saura trouver une autre voie, parfois la plus imprévisible ...* »

« *La domination économique, écrit-il encore, est tout pour la bourgeoisie, tandis que sa forme de domination politique est une question de dernier ordre.* » En revanche, la question du pouvoir politique est celle qui commande pour le prolétariat la possibilité de son émancipation économique et idéologique. En rester à la lutte économique, c'est donc rester prisonnier du jeu de la bourgeoisie, aussi le trade-unionisme n'est-il que « *la politique bourgeoise de la classe ouvrière* ».

Par des approches distincte, Lénine et Trotsky ont développé une compréhension convergente du politique. C'est ce qui a permis, par delà leurs désaccords, la convergence décisive de 1917 sur les questions cruciales des soviets et de l'insurrection. Le premier a dégagé une idée novatrice de la stratégie politique et des rapports du prolétariat à l'Etat à travers une théorie de l'organisation politique et de l'indépendance de classe (11). Le

(11) De *Que faire à l'Etat et la Révolution*.

second est parvenu à des conclusions voisines à partir d'une analyse de la dialectique internationale de la révolution, avec ses thèses sur la révolution permanente et le développement inégal et combiné (12). L'un et l'autre se rejoignent sur une nouvelle définition de la dialectique révolutionnaire entre l'avant-garde et les masses dans le mouvement d'auto-organisation de la classe. C'est de ce point de rencontre que part la tradition bolchevique, en rupture avec l'évolutionnisme et l'empirisme « hors du temps » de la seconde Internationale.

III. Le débat italien : le démocratie en question.

Dans un second article de 1975, N. Bobbio tentait de répertorier ce qu'il appelle « *les règles communément admises de la démocratie* » :

- tous les citoyens majeurs jouissent des droits politiques et de vote ;
- leur vote doit avoir un poids égal ;
- une libre confrontation des groupes politiques doit être possible ;
- aucune décision prise à la majorité ne doit empêcher la minorité de devenir majoritaire.

Il recense ensuite ce qu'il considère comme « *les paradoxes de la démocratie moderne* » :

- la taille croissante des Etats est de plus en plus défavorable à l'exercice de la démocratie directe ;
- la multiplication des fonctions de l'Etat favorise l'émergence d'une bureaucratie ;
- l'augmentation des problèmes requérant des solutions techniques favorise la constitution d'une technocratie ;
- enfin, « l'homme-masse » de notre société est loin du citoyen responsable souhaité par Rousseau.

Soit. Ce sont là des contradictions et non des paradoxes. Mais qu'en conclure ? Que devant les difficultés accrues de la démocratie, il faut se contenter d'en préserver les acquis, par la défense de l'Etat « libéral » ? C'est ce que semblent suggérer Bobbio, et avec lui, pourquoi pas, les nouveaux philosophes en campagne sur le thème : plutôt Giscard que le Goulag... Nos conclusions sont aux antipodes :

a) Si la démocratie bourgeoise est de plus en plus difficile, il y a à cela des raisons infiniment plus profondes que les théorèmes sociologiques de Bobbio, liées aux conditions même de l'accumulation du capital. La solution n'est pas dans une simple conservation, mais dans un dépassement vers la démocratie socialiste et révolutionnaire.

(12) 1905, *Bilans et Perspectives, la Révolution permanente.*

b) La croissance de l'Etat et de ses fonctions ne saurait être limitée par une revalorisation des contrôles parlementaires, mais seulement par une décentralisation du pouvoir et une socialisation de ses fonctions : socialiser l'Etat, commencer à le faire dépérir, au lieu d'étatiser la société.

c) La développement technique n'est pas fatalement générateur de technocratie, à condition que les choix des techniques et leur finalité soient parties prenantes d'une planification autogérée et non des fétiches dessés face aux producteurs.

d) « *L'homme-masse* » n'est qu'une désignation confuse de l'homme-marchandise (de l'homme-force de travail), exploité en tant que force de travail et aliéné en tant que marchandise : il serait absurde de demander à une marchandise d'être un « citoyen responsable » sans préalablement briser son statut.

Décidément, Bobbio et nous ne regardons pas l'histoire dans le même sens.

Il annonce comme une révélation percutante que la relation entre démocratie et socialisme n'est pas pacifique. D'après lui, au lieu de proclamer le lien indissoluble entre l'une et l'autre, mieux vaudrait se demander pourquoi la démocratie ne fut pas respectée là où il y eut socialisme, et pourquoi, là où elle fut « respectée », il n'y eut pas avènement du socialisme. Ce seul énoncé constitue une véritable escroquerie historique et théorique, dans la mesure où il suppose qu'il y eut effectivement socialisme là où nous considérons qu'il y eut contre-révolution bureaucratique (contre-révolution violente et sanglante sur une période d'une dizaine d'années, 1927-1938), et dans la mesure où il donne un label démocratique (de « démocratie respectée ») à des Etats bourgeois, qui furent et sont, sous leur habit parlementaire, des Etats de guerres coloniales, de répression anti-ouvrière, de torture blanche. Quel est le prix de la démocratie britannique à l'heure irlandaise ? Et surtout, quel est le prix de la paix sociale et démocratique en Allemagne de l'Ouest ? Il ne s'agit pas seulement d'évoquer son prix immédiat : le régime des prisons, les interdictions professionnelles..., mais aussi son prix historique de guerres et de camps par lesquels fut brisée la classe ouvrière allemande. Il serait trop commode de photographier l'instantané d'un régime en l'isolant du processus historique qui l'a produit. La nazisme fait partie intégrante des fonctions de l'histoire de la « démocratie allemande », le colonialisme partie intégrante des fonctions de la « démocratie française ».

En fait, l'hypothèse d'un capitalisme stable avec un régime démocratique stable n'existe pas. Qu'il suffise de constater comment les actions ultra-minoritaires de la RAF paraissent, aux yeux d'un Duverger, ressusciter les vieux démons et menacer le régime, à croire que cette démocratie-là a des petons d'argile et n'est viable qu'à condition de n'être pas bousculée. Comme l'écrivait Trotsky dans *Terrorisme et Communisme* : « *En se survivant, la démocratie ne résoud aucun problème, n'efface aucune con-*

tradition, ne guérit aucune blessure, ne prévient ni les insurrections de la droite ni celles de la gauche... Ce n'est pas de la démocratie, c'est le bonapartisme qui représente, au point de vue de Marx, la phase finale du pouvoir de la bourgeoisie. »

Ce n'est pas en réalité le rapport entre socialisme et démocratie qui serait conflictuel, mais la notion même de démocratie qui reste porteuse de contradictions, aussi longtemps que subsistent la séparation de la société civile et de l'Etat, la division du travail (manuel/intellectuel, ville/campagne), en un mot aussi longtemps que l'Etat n'a pas dé péri en tant que corps séparé.

IV. Démocratie directe et démocratie représentative

Bien que l'idée de démocratie directe soit « l'idée directrice de la théorie socialiste de l'Etat », démocratie directe et démocratie représentative ne sont pas, selon Bobbio, incompatibles. La première peut compléter la seconde, mais elle ne saurait la remplacer : un comité de quartier n'est pas « compétent » sur le problème de la cité ou de la nation, il ne peut être qu'un « correctif utile ».

Bobbio retient comme indice et critère de ce qu'il entend par démocratie directe, le principe du mandat impératif. Il considère que dans le cadre représentatif (parlementaire), l'existence des partis permet de dépasser les points de vue parcellaires : « *Le parti devrait fonctionner comme catalyseur d'aspirations non sectorielles et, médiatisant la relation entre électeur et député, devrait la dépersonnaliser.* » Ainsi, le régime parlementaire instaurerait, par le biais de la discipline de parti, un substitut au mandat impératif, qui s'exercerait ainsi dans les strictes limites de son utilité. Car si un tel mandat relève seulement d'un petit groupe, il ne peut être contrôlé sans médiations. « *L'erreur qu'ont toujours encourue les théoriciens de la démocratie industrielle, écrit Bobbio, c'est de croire à la possibilité de résoudre la démocratie politique dans la démocratie économique, l'autogouvernement des citoyens par l'autogouvernement des producteurs. L'erreur vient de croire qu'il n'existe pas de problèmes du citoyen distincts de ceux du travailleur. Pourtant, ces problèmes existent et ce sont précisément les problèmes de la liberté, des libertés civiles et politiques, dont la sous-estimation est l'un des legs peu bénéfiques de la pensée marxienne.* »

Le texte canonique de cette tradition réside selon lui dans les quelques pages de la *Question juive* (écrit de jeunesse de Marx), qui seraient « *devenues un commode passeport pour les apprentis dictateurs* ». Une interpré-

tation à peine abusive en ferait une « *espèce de contre-déclaration des droits de l'homme* ».

La position de Bobbio est cohérente. Il a commencé par reprocher au marxisme le caractère rachitique de sa théorie de l'Etat. Il finit par défendre la spécificité des problèmes du citoyen par rapport à l'Etat, et l'autonomie d'une sphère des libertés publiques envers les servitudes de la production. Pour lui, le citoyen peut être libre et le producteur enchaîné, sans qu'il y ait là une contradiction qui affecte le contenu effectif d'une telle « démocratie ». Il expédie donc d'une phrase polémique la critique marxiste du libéralisme bourgeois, critique qui part de la *Question juive* et de la *Contribution à la critique de la philosophie du droit* et se poursuit et s'approfondit avec l'*Idéologie allemande* et la *Critique du Programme de Gotha* ; mais, il ne se donne nullement la peine de la réfuter. Il se contente d'assumer *a contrario* la thèse du libéralisme classique. En outre, il réduit abusivement la conception marxiste du socialisme à une démocratie des producteurs, ignorant superbement la lutte de Lénine contre l'Opposition ouvrière, qui constitue une condamnation vigoureuse de toute version économiste de l'Etat ouvrier. Rappelons tout de même que les soviets sont des organes de pouvoir territoriaux, qui embrassent tous les problèmes de l'organisation sociale (urbains, culturels, économiques). Leur originalité vient de ce que les délégués y sont élus sur la base d'unités de travail et de communautés de base permettant leur contrôle effectif par les mandants.

Revenant sur le sujet au terme (provisoire) du débat, dans un article intitulé « *Quel socialisme ?* », Bobbio nuance sa position sous prétexte de provocation initiale : « *J'ai voulu briser les légendes selon lesquelles existent deux formes de démocratie incompatibles, et que l'une, la représentative, est caractéristique de la démocratie bourgeoise, l'autre, la directe, caractéristique de la démocratie prolétarienne, et qu'en conséquence l'une est mauvaise et l'autre bonne...* » Entre les deux, il n'y a pas pour lui rupture mais continuité. La démocratie s'élargit sans se transformer, puisqu'il ne s'agit plus seulement de savoir *qui* vote mais *où* l'on vote. La démocratie directe se réduit donc, à ses yeux, à une « *extension de la méthode démocratique* ».

Ici, l'affaire devient sérieuse. En effet, la négation de la différence de nature établie par le bolchévisme entre démocratie bourgeoise et démocratie ouvrière est aujourd'hui largement partagée, aussi bien par les idéologues de l'eurocommunisme que par ceux de la social-démocratie. Dans son livre sur l'eurocommunisme (16), F. Claudin lui-même revient sur les acquis de la Révolution d'Octobre en objectant que l'opposition entre démocratie bourgeoise et démocratie prolétarienne accrédi-terait l'idée que la bourgeoisie puisse être démocratique. Il esquive donc la difficulté en présentant de bout en bout la démocratie comme une conquête du prolétariat, qui traverserait la société bourgeoise pour s'épanouir dans la démocratie socialiste. Il fait ainsi l'économie, non innocente, de la critique des

formes institutionnelles de la démocratie que nous continuons à définir comme bourgeoise.

Cette réconciliation, par delà les contenus de classe, des démocraties dans une démocratie unique, permet à ces auteurs de ne pas se prononcer sur ce qui doit primer, de la démocratie directe ou de la démocratie représentative, et de préconiser leur combinaison. On retrouve ce thème de la complémentarité aussi bien chez les auteurs des PC français (C. Buci-Glucksmann), italien (Ingrao) et espagnol (Carrillo, Sartorius), que chez les idéologues du CERES ou de la CFDT (Rosanvallon). Ce dernier constate ainsi, dans *l'Age de l'autogestion* : « *Dans les faits, la démocratie directe comme expression immédiate d'un groupe n'existe que grâce à l'agent d'unification qu'est l'événement ayant provoqué le rassemblement. Elle n'est donc que momentanée.* » Une telle position aboutit indirectement à une valorisation des institutions parlementaires.

Cette thèse de la « *démocratie mixte* », qui ne tolère la démocratie directe que comme auxiliaire des formes parlementaires, se retrouve même chez les auteurs du PCI qui ont combattu avec un minimum de tenue les platitudes social-démocrates d'un Bobbio. Ainsi, pour U. Cerroni, la destruction des formes répressives de l'Etat et l'extension graduelle des formes d'autogestion ne se distinguera pas de « *l'expansion graduelle de la démocratie représentative pure (!), avec des formes de démocratie directe contrôlées par la base.* » Cela ne signifierait pas opposition entre les deux. La démocratie « intégrale » ne pouvant résulter que de l'extinction de l'Etat. En attendant, sa médiation reste nécessaire, de même que « *la représentation et la délégation, et l'égalité formelle politique-juridique.* » Car, ajoute Cerroni, « *l'opposition entre les deux formes de démocratie aboutirait à une négation de l'égalité formelle de tous et des procédures formelles assurant une telle égalité ; à une négation en somme de l'égalité juridique et des procédures de droit.* » Ce n'est donc pour lui pas par hasard que les solutions « *soviétistes* » n'ont été que des « *météores* ». Aussi, préconise-t-il « *la combinaison progressive de la démocratie représentative avec la démocratie directe en vue de développer la liberté* ».

Intervenant dans les colonnes de *Rinascita* à la suite de Cerroni, Achille Occhetto définit le concept de « *démocratie mixte* » qui permettrait de surmonter la contradiction, inhérente au projet socialiste, entre le postulat de la régulation sociale à travers le Plan et la désarticulation tendancielle de la société par les formes de démocratie directe. « *L'évidente décomposition du processus démocratique en corporatisme finirait, conclut-il, par revenir à proposer le moment de la synthèse mais, comme c'est déjà arrivé, à travers la superposition d'un pouvoir décisoire pratiquement incontrôlé dans toutes les grandes décisions capitales.* » Il faut donc comprendre que pour lui la dégérescence bureaucratique de l'URSS et la subordination des organes soviétiques au régime du parti unique ne constituent qu'un exemple historiquement situé d'un danger plus global de dégé-

nérescence institutionnelle : l'incapacité de la pyramide des conseils à forger un point de vue d'ensemble et à se hisser au-dessus de préoccupations parcellaires pour atteindre le niveau de la synthèse, créerait une sorte de vacance du pouvoir, que vient logiquement combler l'orientation générale du parti. La dégénérescence bureaucratique aurait ainsi, par delà les particularités du cas stalinien, des racines institutionnelles liées aux faiblesses de la démocratie directe.

Allant droit aux conclusions de ce débat, Ingrao donne le fin mot de la besogne qui mobilise, dans les différents PC, les fantassins de l'idéologie : *« De toute façon, le développement des structures d'auto-organisation de type conseilliste pose le problème d'une instance de vérification et de décision. Le Parlement, élu au suffrage universel, sur la base des circonscriptions électorales peut être cette instance. »*

Notons ici que la « démocratie mixte » se réduit, en fait de mixité, à une sauvegarde de la démocratie parlementaire, avec tolérance relative d'organes de démocratie directe. La pratique municipale du PCI, la politique du PCE dans les commissions ouvrières, la position du PCF sur les comités de grève ou la souveraineté des assemblées générales, ne visent en dernière analyse qu'à canaliser (et non à promouvoir) la démocratie de base pour mieux la subordonner à la démocratie représentative, autrement dit, au parlement bourgeois.

Cette conception doit être réfutée avec d'autant plus d'énergie qu'elle déborde largement les rangs des grandes formations réformistes et trouve de nouveaux défenseurs dans les courants centristes et chez certains marxistes indépendants. Ainsi, dans son débat avec H. Weber (13), Poulantzas parle lui aussi *« d'articuler »* une lutte interne à l'Etat avec une lutte parallèle *« engendrant toute une série de réseaux de pouvoir populaire à la base »*. Lui aussi défend *« l'articulation entre les formes de démocratie représentative et les formes de démocratie directe »*. Lui aussi, enfin, associe la défense des libertés au maintien des institutions parlementaires :

« Si on veut préserver les libertés politiques et les libertés formelles, cela implique, je crois, le maintien de certaines institutions qui les incarnent, et aussi une représentativité, c'est-à-dire des centres de pouvoir, des assemblées qui ne soient pas directement calquées sur le modèle de la démocratie directe. C'est-à-dire des assemblées territoriales élues au suffrage universel direct et secret et qui ne soient pas uniquement régies par le mandat impératif et la révocabilité à tout instant. »

Nous sommes au cœur du débat. Mais pour le pousser plus avant, un retour sur l'histoire s'impose.

(13) Critique communiste, n° 16.

IV. Démocratie bourgeoise et démocratie socialiste.

Les thèses actuelles des PC « eurocommunistes » reviennent à une fétichisation de la démocratie formelle, indépendamment de son contenu de classe. Elles signifient par là même une révision de fond sur la question de l'Etat.

Parachevant son évolution révisionniste, Kautsky écrivait en 1927 dans *la Conception matérialiste de l'histoire* (14) : « La différence entre l'Etat démocratique moderne et les formes étatiques précédentes réside dans le fait que l'exploitation de son appareil étatique au service des classes ne lui est pas essentielle. (...) Au contraire, l'Etat moderne tend, par sa structure même, à être l'organe de la majorité du peuple et donc des classes travailleuses.(...) D'instrument d'oppression, il se transforme en instrument de libération pour les exploités. » Kautsky pousse là jusqu'à ses ultimes conséquences sa rupture envers la théorie léniniste de l'Etat.

Il serait superflu de reprendre ici les multiples polémiques de Lénine contre l'abstraction du concept de « démocratie pure ». A chaque occasion, il demande concrètement si les travailleurs ont accès à la presse et dans quelles conditions, s'ils disposent des meilleurs locaux pour se réunir librement... Dans sa lettre de 1919 aux communistes de Bavière, pendant l'éphémère République des conseils, il leur demande s'ils ont décrété la journée de travail de quatre heures ! L'opposition entre léninisme et kautskysme sur la question de l'Etat est assez largement connue, notamment par la diffusion massive du *Renégat Kautsky*. En revanche, il est plus intéressant de remarquer que les néorévissionnistes eurocommunistes se situent sur le plan théorique généralement à droite de certains courants historiques de la social-démocratie elle-même, sur le sujet même qui est à l'origine de la délimitation entre communisme et social-démocratie.

Max Adler, théoricien de la gauche austro-marxiste (15) gardait sur le problème de l'Etat un point de vue autrement rigoureux que celui d'un

(14) Dont la critique fait l'objet de la brochure de Korsch, publiée aux éditions Champ libre sous le titre *l'Anti-Kautsky*.

(15) L'austro-marxisme désigne plus un moment de l'histoire du mouvement ouvrier qu'un corps de doctrine (c'est un de ses points communs avec l'eurocommunisme). Voir Max Adler, *les Conseils ouvriers* (Maspero) ; Otto Bauer et *la Révolution*, texte présenté par Y. Bourdet aux EDI ; l'article sur Karl Renner dans le tome 3 de *l'Histoire du marxisme contemporain*, aux éditions 10/18. La trajectoire de ces trois dirigeants illustre bien l'hétérogénéité du courant qu'ils sont sensé représenter. Renner mourra en 1950, chancelier de l'Etat autrichien. Bauer mourra en exil en France à la fin des années 1930, après avoir rendu un hommage, qui est presque un ralliement, au régime stalinien alors à son

Carrillo ou d'un Marchais, aujourd'hui : « *Il apparaît, écrivait-il, que le concept de démocratie est un concept ambigu lorsque nous le détachons de ses rapports avec la division des classes dans la société bourgeoise. C'est pourquoi il ne convient pas de parler de démocratie tout court ; il y a une séparation nette entre démocratie bourgeoise et démocratie sociale, bien que cette dernière n'existe pas encore et ne corresponde pas exactement aux intérêts de la première. Cela a une conséquence pour le concept plus large de démocratie qui ne signifie pas seulement égalité des droits, mais aussi domination du peuple. Nous arrivons ainsi au point central de tout le problème et, en même temps, à la question la plus brûlante de notre temps.* » Adler reconnaît au moins que, dans une société capitaliste, la démocratie la plus avancée ne saurait être qu'apparente, dans la mesure où fait défaut la condition sans laquelle l'autodétermination du peuple est impossible : « *un peuple homogène* ». De façon assez confuse, il se rapproche à ce propos de la critique marxiste classique de la division entre citoyen et homme privé, telle précisément que Marx l'exprima dès la *Question juive*. Se réclamant de Rousseau, il refuse de reconnaître dans la volonté de la majorité arithmétique le principe de la démocratie ; il lui oppose la « *volonté de la communauté* » ou « *volonté générale* » qui ne saurait résulter d'une simple opération numérique. Max Adler rejoint sur ce point la polémique engagée par son prestigieux homonyme Fritz Adler contre « *les accidents de l'arithmétique* » parlementaire (16).

Alors même que la question de la dictature du prolétariat divisait le mouvement ouvrier international, Max Adler, dirigeant de la social-démocratie autrichienne écrivait sans détours au début des années 1920 : « *La social-démocratie révolutionnaire continue à maintenir la revendication de la dictature du prolétariat, dans laquelle elle voit l'instrument approprié de sa victoire. Il est donc entièrement erroné de représenter les choses comme s'il s'agissait de choisir entre la dictature et la démocratie. Pour elle, une*

apogée (en qui il voit un barrage contre le nazisme). Quant à M. Adler, il se brouillera avec les autres dirigeants en leur reprochant de ne pas avoir su saisir le moment opportun en 1927 pour déclencher l'insurrection.

Il faut encore préciser que même après la défaite de l'insurrection du Schutzbund (la milice ouvrière de Vienne) décidée par le parti comme ultime recours face aux attaques du gouvernement, Bauer lui-même continuera à défendre le concept de dictature du prolétariat : « *Seule la dictature du prolétariat et non le travail fait pour réformer la démocratie bourgeoise peut libérer la classe ouvrière de l'exploitation et du chômage, la société de la barbarie fasciste, les nations de l'asservissement et l'humanité de la guerre.* » Il annonce alors le « socialisme intégral », c'est-à-dire le dépassement de la scission historique, mais cette évolution correspond de sa part à une capitulation ouverte face au stalinisme.

(16) Fritz Adler, fils du dirigeant historique de la social-démocratie autrichienne, Victor Adler, très populaire dans le parti pour son attitude pendant la guerre et son emprisonnement après un attentat qui coûta la vie au chancelier de l'époque.

seule question se pose : quand et comment la dictature est-elle possible ? En d'autres termes ce n'est pas une question de principe, mais une simple question de tactique. Le social-démocrate marxiste est un communiste et un défenseur de la dictature du prolétariat, seulement il ne se la laisse pas imposer par une simple passion révolutionnaire mais se demande, comme marxiste, quelles sont les possibilités conformément aux conditions économiques différentes dans chaque pays. Cette identité évidente de la social-démocratie marxiste et du communisme ne pouvait devenir douteuse que parce que le bolchévisme prétendait être le seul communisme. » Il serait faux de percevoir la véritable nature de la social-démocratie autrichienne à l'image de Max Adler qui n'y joua en fin de compte que le rôle d'un minoritaire respecté. Il n'en demeure pas moins que les contradictions dans lesquelles il semble se mouvoir (entre communisme et social-démocratie) trouve dans la politique de l'IC et de ses sections entre 1919 et 1921 un réel fondement. Lorsqu'il critique implicitement une conception minoritaire de la dictature du prolétariat, il fait allusion à un putschisme qui marque bel et bien la pratique de l'IC. Adler a vécu de près le projet insurrectionnel du jeune PC autrichien minoritaire en juin 1919 et son échec. Il connaît les conséquences désastreuses de l'action aventuriste de mars 1921 engagée par le jeune PC allemand. Ce n'est donc pas sans raison qu'il met en garde contre une dictature du prolétariat conçue comme le fruit d'une insurrection minoritaire : « Si une partie du prolétariat essaie d'imposer la dictature du prolétariat comme terrorisme de classe, alors cette dictature se transforme en spartakisme, c'est-à-dire en putschisme armé. »

D'autre part, ce n'est pas non plus sans raison qu'il dénonce une certaine autoproclamation sectaire du bolchévisme. Si la délimitation des partis communistes envers le vieil opportunisme de la II^e Internationale était bien nécessaire, la façon dont la vingt-et-unième condition d'adhésion à l'Internationale communiste a provoqué des scissions mécaniques dans les partis français, espagnol, italien, n'était pas la meilleure (17).

Ce sur quoi insiste Adler, au moment même où l'IC amorce son tournant vers les masses et le front unique (18), c'est sur le caractère majoritaire que doit revêtir la dictature du prolétariat. L'apparente contradiction entre les notions mêmes de dictature et de démocratie, dont se saisit Kaustky, résulte en fait d'une difficulté à concevoir une dictature majoritaire, radicalement distincte du despotisme minoritaire. Le prolétariat ne peut pourtant s'ériger en classe dominante que s'il devient lui-même la réunion, sinon de tous, du moins « *des plus importants intérêts populaires qui se dressent contre l'oppression* ».

(17) Voir à ce sujet le chapitre sur l'IC dans *La Révolution et le Pouvoir*, de D. Bensaïd aux éditions Stock.

(18) Ibidem.

V. La question de la Constituante et de sa dissolution en Russie.

A l'origine des débats passés et présents sur les rapports entre démocratie directe et démocratie représentative, sur leur complémentarité ou leur antagonisme, on trouve la pénible expérience de l'Assemblée constituante élue en novembre 1917 en Russie, et dissoute dès sa réunion en janvier 1918.

Pendant toute l'année 1917, à partir de février, les bolcheviques se sont battus pour l'élection d'une Constituante, « *forme supérieure de la démocratie bourgeoise* », selon Lénine. Face aux tergiversations du gouvernement, ils gagnent après la tentative de putsch de Kornilov (en août) la majorité dans un certain nombre de syndicats, de casernes, de municipalités clefs, ainsi et surtout que dans les soviets encore majoritairement contrôlés en juillet par les mencheviks et les socialistes révolutionnaires. C'est dans ce contexte qu'ils lancent en octobre le mot d'ordre de « *Tout le pouvoir aux soviets* » et organisent l'insurrection victorieuse. Les élections à la Constituante ont lieu comme prévu un mois plus tard. Mencheviques et socialistes révolutionnaires y ont la majorité contre les bolcheviques. Dès le soir de sa première réunion, en janvier, le gouvernement donne l'ordre de sa dissolution, Lénine recommandant même que la tâche en soit confiée à un régiment d'origine prolétarienne, car des régiments d'origine rurale pourraient être mystifiés par cette caricature de démocratie.

C'est à partir de cette affaire que s'engage, dès l'été 1918, la grande polémique autour du pamphlet de Kautsky la *Dictature du prolétariat* et la réponse de Lénine : le *Renégat Kautsky* (19). Rosa Luxemburg intervient indirectement dans la controverse en rédigeant dans la prison où elle est alors détenue une brochure sur la Révolution russe que Paul Lévi ne publiera qu'après sa mort. Enfin, Trotsky aborde la question dans sa brochure sur *l'Avènement du bolchévisme* ; il y reviendra deux ans plus tard (1920) dans *Terrorisme et Communisme*, et plus tard encore dans *l'Internationale communiste après Lénine* (20). Quels sont, dans leurs grandes lignes, les arguments échangés ?

Kautsky rappelle notamment que la décision du Congrès des soviets ratifiant l'insurrection commençait par affirmer : « *Pour le gouvernement du pays, un gouvernement d'ouvriers et de paysans est à former jusqu'à la*

(19) Les deux brochures sont rééditées en un même volume aux éditions 10/18, qui ont par ailleurs publié un intéressant recueil de textes de Lénine sur la dictature du prolétariat.

(20) Dans le tome 2 de l'édition française (PUF) à propos du débat sur la Chine.

réunion de la Constituante. » Le 7 décembre, le comité exécutif des soviets a publié une décision insistant sur la révocabilité des élus comme principe démocratique y compris pour la Constituante : « *Si plus de la moitié des électeurs d'une circonscription électorale le veulent, les conseils sont tenus d'organiser une nouvelle élection.* » Ce n'est que le 26 décembre que la *Pravda* publia les thèses de Lénine sur la Constituante qui expliquaient en quoi cette assemblée retardait sur les événements et la fonction réactionnaire qu'elle était en conséquence appelée à jouer. Si cette Constituante était dépassée, pourquoi, demande Kautsky, n'avoir pas simplement appliqué aux socialistes révolutionnaires la révocabilité prévue par le communiqué du 7 décembre ? En fait, il faut bien voir que cette question pertinente n'occupait pour Kautsky qu'une place tactique dans une offensive plus fondamentale contre la stratégie bolchevique et le concept même de dictature du prolétariat.

Rosa Luxemburg développe une critique de l'attitude des bolcheviques qui, tout en restant sur le terrain de la théorie révolutionnaire à la différence de Kautsky, va beaucoup plus au fond du problème. Elle admet, en effet, qu'il fallait « *casser cette Constituante surannée et donc mort-née et prescrire sans tarder de nouvelles élections pour une assemblée Constituante* ». Car il était impensable de confier le sort de cette révolution aux représentants de la Russie d'hier. Mais il ne restait plus, dès lors, qu'à « *convoquer tout de suite à sa place une assemblée issue d'une Russie renouvée et qui était allée plus loin* ». « *Au lieu de cela, poursuit Rosa, Trotsky généralise et conclut à partir de l'insuffisance spécifique de l'Assemblée constituante réunie en octobre (elle confond réunion et élection), à l'invalidité absolue de toute représentation issue des élections populaires générales au cours de la révolution.* » Allant au delà, Rosa prend la question de la Constituante comme l'indice et le test de problèmes plus fondamentaux concernant les rapports du socialisme et de la démocratie dans leur ensemble. Peut-être faut-il voir dans cette sensibilité incontestablement plus vive sur le sujet que celle de Lénine ou Trotsky, l'effet d'une expérience distincte des appareils d'Etat (exprimant la différence déjà affirmée entre l'Etat allemand et l'Etat tsariste infiniment moins complexe et ramifié). Le fait est que la même Rosa qui avait pourfendu impitoyablement le crétinisme parlementaire de son parti, rappelle énergiquement aux bolcheviques que malgré tout, « *l'opinion publique irrigue constamment les institutions démocratiques* ». Comment expliquer sans cela ce qu'elle appelle les « *cabrioles parlementaires* » ? « *Cette action constamment vivace de l'opinion et de la maturité politique des masses devrait donc juste en période de révolution déclarer forfait devant le schéma rigide des enseignes de parti et des listes électorales ? Tout au contraire...* » Elle reconnaît que les institutions démocratiques ont certes leurs limites. Mais le remède de Lénine et Trotsky, « *supprimer la démocratie* », est pire que le mal : « *Il obstrue la source vivante d'où auraient pu jaillir les correctifs aux im-*